Entends-tu au loin le dragon, l'ours et l'aigle qui font chanter ?

ÉDITORIAL : LES CLÉS DE COMPRÉHENSION

Ouverture au scalpel

L'Inde avance sur une ligne de crête. Ces choix énergétiques et de souveraineté pèseront lourdement sur son destin stratégique

En bref…

Rabais russes, pression américaine, tentation chinoise : derrière le pétrole, c'est l'ordre du siècle qui se joue en *hindi*

Le déclencheur

Surtaxe, promesse, accord : l'Inde a été forcée d'affronter la question qu'elle fuyait : choisir son siècle

Donald Trump, Xi Jinping, Vladimir Poutine & Narendra Modi

De l'or noir au plomb du destin

- par PATRICE LE BON [patrice@patricelebon.com] en ce 18-oct.-25 à 20:00

Ô grand jamais, depuis son indépendance, l'Inde n'avait été placée devant un choix aussi vertigineux : entre le feu du dragon, la mâchoire de l'ours et l'envergure de l'aigle, elle avance sur la crête instable d'un monde en bascule, d'un monde en *recréation*. Chaque pas qu'elle fera dira moins son orientation diplomatique que la forme même du destin qui se révèlera à ses enfants : cédera-t-elle aux séductions de l'empire asiatique de Pékin, s'enracinera-t-elle dans l'étreinte continentale de Moscou ou négociera-t-elle, sous l'aile de Washington, l'espace étroit d'une puissance autonome ? Ce choix cornélien n'engage nullement une décennie, il engage vraisemblablement le siècle tout entier.

Jamais les lignes de fracture du monde n'avaient été si visibles, ni les plaques de puissance si mobiles. Depuis la fin de la guerre froide, nul État n'avait été à ce point sommé de choisir non pas une alliance, mais une temporalité, non pas un partenaire, mais une *civilisation stratégique*. L'Inde, héritière d'un passé plurimillénaire et prétendante à une centralité planétaire, se trouve aujourd'hui au rond-point de trois forces primordiales : le souffle conquérant du dragon chinois, l'étreinte tellurique de l'ours russe et l'ombre planétaire de l'aigle américain. Entre ces trois bêtes tutélaires, qui ne sont pas seulement des puissances mais des visions du monde, New Delhi doit décider quelle place elle souhaite occuper dans la géopolitique du 21e siècle : celle d'un pivot, celle d'un vassal ou celle d'un arbitre ?

© 2025, Tous droits réservés

La tentation du pétrole russe, dans ce contexte, n'est qu'un symptôme, non la cause, de la crise qui s'avance. Derrière les chiffres et les rabais se cache un déséquilibre fondamental : l'Inde dépend à plus de 85 % de l'extérieur pour satisfaire sa faim énergétique et la guerre en Ukraine a bouleversé cet approvisionnement en lui offrant plus qu'une aubaine : des cargaisons russes à prix cassés, qui représentaient 36 % de ses importations en 2024, contre à peine 2 % deux ans plus tôt. Ces flux ont été une manne conjoncturelle, épargnant à New Delhi des dizaines de milliards et amortissant le choc inflationniste. Mais toute aubaine qui se respecte porte en elle sa propre malédiction : ce qui a donné un énorme souffle de répit à l'économie indienne l'a aussi placée sous une dépendance nouvelle, soumise aux caprices d'un Kremlin en guerre et aux sanctions occidentales qui se resserrent comme un garrot. C'est là qu'intervient la stratégie américaine, redoutable par sa simplicité : transformer l'interdépendance en instrument de pression. En surtaxant à hauteur de 50 % la quasi-totalité des exportations indiennes vers les États-Unis, Washington rappelle une évidence que New Delhi feint d'ignorer : si la Russie peut vendre du pétrole, l'Amérique peut fermer des marchés. Et ces marchés, qui représentent près d'un cinquième des exportations indiennes, sont infiniment plus déterminants pour l'avenir économique du pays que quelques milliards d'économies sur les barils d'Oural. Dans ce bras de fer, le rapport de forces est largement asymétrique : les États-Unis sont exportateurs nets d'énergie et disposent d'une marge budgétaire et industrielle considérable ; l'Inde, elle, voit sa balance courante, sa monnaie, ses chaînes de valeur et ses emplois suspendus à la fluidité de ce commerce.

Plus grave encore : l'étau technologique et financier dans lequel elle demeure enfermée. Les grandes artères du commerce pétrolier mondial — assurance maritime, financement, certification, courtage, etc. — sont presque toutes sous contrôle occidental. Chaque nouveau paquet de sanctions contre les navires de la flotte grise, chaque exclusion de compagnies d'assurance opérant sur les cargaisons russes, chaque suspicion de *raffinage blanchissant* fragilise les marges des raffineurs indiens et alourdit la prime de risque sur les transactions. La Russie peut offrir des rabais ; elle ne peut offrir ni la liquidité du dollar, ni la profondeur du marché américain, ni la stabilité juridique des circuits occidentaux. Dans cette partie, Moscou est une béquille, Washington, une colonne vertébrale.

Mais un nouveau paramètre est venu brouiller l'équation : l'accord stratégique sino-indien conclu à l'automne 2025. Il ouvre un axe énergétique et commercial eurasiatique fondé sur des règlements en monnaies locales, sur l'interconnexion des corridors d'infrastructures et sur une volonté affichée de contourner la suprématie du dollar. Dans le même temps, les BRICS élargis — désormais rejoints par Riyad, Abou Dhabi et Téhéran — se transforment en une matrice d'ordre alternatif, où la Russie n'est plus un simple fournisseur, mais le cœur d'un système qui entend remodeler les flux, les devises et les normes. Pour l'Inde, ce n'est plus seulement une question de pur approvisionnement : c'est une décision de civilisation. Doit-elle s'arrimer à cette architecture multipolaire au risque de s'aliéner les marchés, les capitaux et les technologies occidentales ? Ou bien préserver, autant que faire se peut, son ancrage transatlantique, au prix d'une rupture avec la logique BRICS et d'un affaiblissement de sa stature dans le Sud global ? Le choix n'est plus commercial, il est foncièrement ontologique. Il ne s'agit plus de savoir d'où viendra le pétrole, mais de déterminer quelle place l'Inde occupera dans la hiérarchie du siècle : celle d'un pays émergent arrimé à des flux extérieurs, ou celle d'un centre de gravité autonome capable de faire plier l'ordre établi.

La première voie, sans doute la plus pragmatique en relations internationales, mais aussi la plus exigeante en finesse diplomatique, consiste à poursuivre l'équilibrisme stratégique en réduisant, pas à pas, la dépendance aux hydrocarbures russes tout en capitalisant sur les leviers occidentaux. Dans cette hypothèse, l'Inde accepterait de diminuer de 8 à 12 points en une année la part de brut russe dans son mix énergétique, prioritairement sur les achats *spot* les plus visibles. Elle diversifierait ses sources vers l'Irak, les Émirats arabes unis, l'Arabie saoudite ou les États-Unis, tout en négociant avec Washington un corridor d'importations de GNL et de brut à prix préférentiels, assorti d'assouplissements tarifaires ciblés sur les filières exportatrices clés. L'intérêt de cette trajectoire est double. D'une part, elle permet à New Delhi de préserver la confiance des investisseurs américains et européens — ce capital immatériel sans lequel aucune industrialisation accélérée n'est véritablement possible. D'autre part, elle offre à l'Inde une tribune unique : celle d'un État capable d'être à la fois moteur du Sud global et partenaire stratégique de l'Occident, pont d'or entre des blocs antagonistes. C'est cette posture que certains stratèges indiens qualifient de *vishwa mitra*, « ami du monde », une puissance qui ne s'aligne pas mais qui *oriente*.

© 2025, Tous droits réservés patrice@patricelebon.com

Mais cette stratégie d'équilibre suppose une maîtrise du temps et des perceptions. Réduire les importations russes trop lentement, c'est risquer d'être perçue comme complice d'un contournement ; trop vite, c'est exposer son économie à des chocs inflationnistes déstabilisants. Elle suppose aussi de convaincre Pékin et Moscou que ce réajustement n'est pas un ralliement à l'Occident mais une étape cruciale vers une autonomie stratégique plus crédible. En d'autres termes : concilier sans trahir, se rapprocher sans s'aligner. C'est un exercice de funambule qui exige un sang-froid diplomatique à toute épreuve et une cohérence stratégique dont très peu d'États sont capables.

La deuxième voie, celle que certains observateurs jugent la plus probable si New Delhi tarde à ajuster sa trajectoire, est celle de la guerre d'usure, une spirale de représailles et de contre-mouvements qui, sans basculer dans la rupture ouverte, dégrade progressivement les fondamentaux indiens. Dans ce scénario, Washington maintient, voire accentue lourdement, ses surtaxes sur les exportations indiennes, poussant certaines entreprises à relocaliser leurs chaînes d'approvisionnement vers le Mexique, l'Asie du Sud-Est ou l'Europe de l'Est. L'Union européenne durcit ses conditions d'accès pour les produits issus de raffinage de brut russe et les régulateurs financiers occidentaux multiplient les contrôles sur les transactions en roubles ou en yuans impliquant des sociétés indiennes. La flotte grise, quant à elle, devient plus coûteuse à mobiliser à mesure que les sanctions s'étendent aux assureurs, aux courtiers et aux ports tiers. Les conséquences seraient considérables : dépréciation de la roupie indienne, hausse du coût de la dette extérieure, contraction de la balance courante, ralentissement de l'investissement direct étranger, autant de dynamiques qui fragiliseraient le modèle de croissance fondé sur l'ouverture et l'industrialisation accélérée. Sur le plan social, la perte de débouchés pour des millions d'emplois liés aux exportations vers les États-Unis et l'Europe ferait planer le spectre d'un mécontentement intérieur que ni la baisse temporaire du prix de l'essence, ni même les slogans souverainistes ne suffiraient à apaiser. Mais cette trajectoire comporte une autre menace, plus insidieuse : la perte de confiance systémique. Dans un monde où la vitesse de circulation des capitaux repose sur la prévisibilité des choix stratégiques, une Inde perçue comme hésitante, ambivalente ou enfermée dans une dépendance russo-centrée verrait sa prime de risque augmenter et son projet de devenir une *manufacturing superpower* ralentir drastiquement. Ce serait l'érosion silencieuse ; non une explosion, mais une lente asphyxie.

La troisième trajectoire, la plus audacieuse et de loin la plus risquée, consisterait pour l'Inde à assumer un alignement de fait sur l'axe sino-russo-BRICS, en misant sur une recomposition de l'ordre mondial qui marginaliserait progressivement l'Occident. Elle renforcerait ses échanges énergétiques avec Moscou et Téhéran, s'intégrerait plus étroitement aux corridors logistiques contrôlés par Pékin, accélérerait la dédollarisation de ses règlements et ferait de la Nouvelle Banque de Développement des BRICS une alternative au FMI et à la Banque mondiale. Dans cette hypothèse, l'Inde ne serait plus un pivot, mais serait un pilier de l'ordre multipolaire. Elle participerait à la redéfinition des flux énergétiques eurasiatiques, soutiendrait un système financier parallèle basé sur les monnaies nationales et s'affirmerait comme le chef de file politique du Sud global. Une telle option pourrait, à terme, accroître son autonomie monétaire, réduire son exposition aux sanctions et lui permettre de capter de nouvelles marges de manœuvre diplomatiques. Mais le coût d'un tel basculement serait colossal et immédiat. Les capitaux occidentaux se retireraient en masse, privant l'Inde d'une source essentielle de financement pour ses infrastructures. L'accès aux technologies critiques – semi-conducteurs, aéronautique, cybersécurité, etc. – serait restreint, compromettant son ambition industrielle. Ses exportations vers les marchés américains et européens s'effondreraient, provoquant une onde de choc sociale et politique. Enfin, et peut-être surtout, Pékin exercerait sur elle une pression stratégique assidue, reléguant New Delhi au rang de partenaire junior dans une architecture fortement dominée par la Chine.

Ces trois trajectoires ne sont pas des scénarios théoriques, mais des champs de forces réels, de futurs possibles. Et l'enjeu pour New Delhi n'est peut-être pas tant de *choisir* entre eux que d'ordonner ses priorités. Le pétrole russe soulage la facture d'aujourd'hui, mais l'accès aux marchés occidentaux finance les infrastructures de demain. Les BRICS promettent une alternative systémique, mais la suprématie technologique reste encore entre les mains de l'Occident. La Chine offre l'échelle continentale, mais menace la souveraineté stratégique indienne sur le long terme. Ce n'est donc pas seulement une question d'alliances, mais de temporalité : choisir le court terme au détriment du long terme, c'est hypothéquer un siècle pour quelques rabais ; choisir la souveraineté de façade contre l'intégration systémique, c'est sacrifier la puissance réelle pour une autonomie illusoire. Le piège, pour New Delhi, serait de croire qu'elle peut différer ce choix. En réalité, il est déjà en cours. Chaque cargaison russe livrée à prix cassé, chaque surtaxe américaine, chaque signature avec Pékin dessine les contours d'un siècle dont l'Inde sera soit l'un des architectes, soit l'un des territoires. À elle de décider si elle veut être *puissance de seuil* ou *puissance de destin*.

© 2025, Tous droits réservés patrice@patricelebon.com

Ce choix qui s'impose à l'Inde ne se résume pas à une querelle tarifaire, ni même à un bras de fer géopolitique. Il est d'une nature d'autant plus rare qu'il est primordial : c'est un choix *civilisationnel*, celui de déterminer si le présent siècle sera, pour elle, un siècle d'expansion ou un siècle d'errance. Car, derrière les barils et les surtaxes, se cache une question plus ancienne que les empires : celle de savoir si une puissance émergente peut devenir centrale sans se trahir elle-même.

Depuis l'empire Maurya jusqu'à l'ère des non-alignés, l'Inde a toujours oscillé entre deux pôles : l'universel et le circonstanciel, l'ambition de façonner le monde et la tentation de se contenter d'y survivre. Aujourd'hui, cette oscillation prend une forme nouvelle : s'arrimer à l'ordre occidental et en maîtriser les codes pour le remodeler de l'intérieur ou bâtir avec Pékin et Moscou un contre-ordre en espérant en devenir l'égal. Mais aucun de ces chemins n'est sans péril. Dans le premier, l'Inde court le risque de n'être qu'un auxiliaire de la puissance américaine ; dans le second, celui d'être reléguée à la périphérie d'un système dominé par la Chine.

Il existe pourtant une troisième voie, bien plus étroite, mais infiniment plus ambitieuse : celle d'une Inde *architecte*, ni vassale, ni suiveuse, qui ne se contente pas d'habiter le 21e siècle mais s'emploie à l'écrire. Pour cela, il lui faut réordonner ses priorités : réduire ses vulnérabilités structurelles, investir massivement dans ses capacités *exotechnologiques*, renforcer ses alliances régionales indépendantes ainsi que transformer les BRICS en un instrument de projection plutôt qu'en une simple coalition défensive. Surtout, elle doit cesser de confondre autonomie et isolement : l'autonomie véritable n'est pas la négation des dépendances, mais leur harmonisation.

À l'horizon 2050, le monde sera façonné non par ceux qui auront gagné les guerres du pétrole, mais par ceux qui auront maîtrisé les grammaires de la puissance : technologie de pointe, hyperconnectivité, monnaie, influence normative et cognitive. Si l'Inde cède à la tentation du court terme, celle de l'or noir bradé et des postures identitaires, elle aura sacrifié ces leviers sur l'autel de facilités transitoires. Mais, si elle parvient à conjuguer la profondeur de son histoire à l'audace de sa vision, alors elle pourra, pour la toute première fois depuis des siècles, redevenir ce qu'elle fut jadis sous Ashoka : aucunement un acteur parmi d'autres, mais un foyer d'ordre. Le véritable enjeu n'est donc pas de savoir si New Delhi continuera d'acheter du pétrole russe, mais si elle acceptera d'acheter son avenir à crédit. Entre le souffle du dragon, la mâchoire de l'ours et l'envergure de l'aigle, elle doit cesser d'être proie pour devenir stratège. Car l'Histoire, qui ne connaît ni patience, ni indulgence, ne pardonnera certainement pas à une civilisation vieille de cinq millénaires de s'être contentée d'un rabais au comptant quand elle pouvait réclamer un siècle. Et si ce siècle doit porter un nom, il ne se gagnera pas par le prix du baril, mais par la capacité de l'Inde à répondre à cette question silencieuse que le monde lui pose : veut-elle être l'écho d'une puissance qui fut ou la source d'une puissance qui vient ?

© 2025, Tous droits réservés patrice@patricelebon.com